

Archives

Colère et espérance

mercredi 27 août 2014

L'édito de Jacques Cheminade

Le défi consiste à surmonter notre colère pour y puiser l'énergie créatrice. Colère : voici Michel Sapin, l'ami autoproclamé de la finance, qui feint de croire que, dans les conditions actuelles, il puisse y en avoir une bonne. Colère : voici un président de la République rejeté par 56 % des socialistes et 81 % des Français, qui nomme pour la seconde fois un Premier ministre rejeté par plus de 60 %. Colère : l'Europe et la France vouées à une austérité autodestructrice. Colère : à la capitulation face à l'oligarchie financière de François Hollande et de Manuel Valls, Arnaud Montebourg n'oppose que la pompe à finances d'Obama et Renzi, qui arrose Wall Street et la City, tout en osant exiger que l'on se « désintoxique d'une dépense publique » qui, elle, sert le travail et l'économie réelle. Colère : les « frondeurs » socialistes proposent de porter de 5 à 16,5 milliards le pouvoir d'achat des ménages et de limiter l'aide accordée aux entreprises de 41 à 22,5 milliards, ce qui revient à offrir un sparadrap à un grand blessé sans nouvelle médecine pour le guérir.

Tenants de la politique de l'offre s'opposent ainsi aux défenseurs de la demande, tous restant au sein du schéma libéral de l'offre et de la demande monétaires, sans tenir compte de la production réelle et des exigences du travail humain ! Certes, un Mélenchon, avec ses énergies « rustiques », n'apporte pas de quoi nourrir une société meilleure. Certes, le boulangisme attrape-tout du Front national est un pudding indigeste. Certes, la droite officielle veut encore plus d'austérité que la gauche. Mais ce n'est pas une raison ni une excuse pour refuser de changer de cap.

Disons plutôt les yeux dans les yeux ce qui doit être dit. [La loi de réforme bancaire du 26 juillet 2013](#) a été une tragique erreur. En acceptant que l'appareil d'Etat de notre pays soit pris en main par les grandes banques, les dirigeants socialistes ont trahi leur propre mouvement, celui de Jaurès et de Blum. Ils ont accepté un monde dans lequel l'émission de 5 euros de monnaie ne permet d'obtenir que 1 euro supplémentaire de Produit national brut, le reste tombant dans le gouffre financier. Léon Blum, lui, dénonçait en 1935, dans *Le Populaire*, « l'attentat commis contre sa souveraineté par les accapareurs privés du crédit public » et appelait à « exploiter à fond la situation révolutionnaire ouverte par cet attentat ». Qui aujourd'hui, au sein du pouvoir, ose dire que 59 % de notre dette publique provient de cadeaux fiscaux et des taux d'intérêt excessifs d'hier ? Qui dit que les bas taux d'aujourd'hui ne servent qu'à entretenir les spéculations alors que la déflation ruine les ménages ? Qui nous dit que les transferts de richesse vers les prêteurs et les actionnaires équivalaient à 3 % de la valeur ajoutée française en 1980 et en représentent 9 % aujourd'hui ?

La porte de sortie de ce système, ou plutôt d'entrée dans l'avenir ? [Sortir de l'OTAN, de l'euro et de l'Union européenne](#), non pour un repli national, mais pour adhérer au nouveau monde défini par les BRICS, de Brasilia à Pékin et du Cap à Moscou, ensemble imparfait mais où s'exprime ce que Jaurès appelait à Buenos-Aires, en 1911, la « force ascensionnelle de la vie ». Un monde qui, sur le fondement d'une politique de crédit public productif, développe avec la fusion nucléaire l'énergie de demain, et toutes les technologies de pointe qui lui sont associées, de la robotique au numérique en passant par les bio et nanotechnologies, auquel notre pays peut beaucoup apporter. Il y a urgence, car à la seconde phase de la grande crise financière qui est devant nous se

conjugue un risque de guerre. Oui, nous avons beaucoup à donner et à recevoir, pourvu que nous éveillions en nous cette « *audace de l'intelligence combative et du travail créateur* » qui a tant manqué à nos dirigeants depuis beaucoup trop longtemps.
